

**PREFECTURE DE LA MOSELLE**

**DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION  
GENERALE**

**BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT**

Affaire suivie par M. TALAU.

☎ : 03.87.34.88.97 - JT/JG

ARNITRO.DOC

**ARRETE**

N° 98-AG/2- *141*  
en date du **7 JUIN 1998**

mettant en demeure la Société NITRO-BICKFORD de respecter l'arrêté préfectoral n° 93-AG/2-161 du 29 mars 1993 et notamment l'article 6 imposant la révision quinquennale de l'étude des dangers du site qu'elle exploite à SAINTE-BARBE (dépôt de CHEUBY).

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi modifiée n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 23 ;

Vu le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-AG/2-161 du 29 mars 1993 instaurant un périmètre de protection autour du site exploité par la Société NITRO-BICKFORD à SAINTE-BARBE, et notamment l'article 6 prescrivant à l'exploitant la mise à jour quinquennale de l'étude des dangers et du Plan d'Opération Interne ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 4 juin 1998 ;

Considérant le terme quinquennal échu ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**ARRETE**

Article 1er : La Société NITRO-BICKFORD, dont le siège social est 21, rue Vernet - 75008 PARIS, est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 93-AG/2-161 en date du 29 mars 1993 prescrivant la révision quinquennale de l'étude de dangers du site exploité à SAINTE-BARBE (dépôt de CHEUBY).

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

*Liberté Egalité Fraternité*

Article 2 : En cas de carence de la Société NITRO-BICKFORD, les sanctions administratives prévues à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 pourront être appliquées à son encontre. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées devant les tribunaux compétents.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

les Inspecteurs des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 7 JUIN 1998

POUR AMPLIATION

*Le Chef de Bureau*

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



M.C MERLE



Joël TIXIER

**PREFECTURE DE LA MOSELLE**

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION  
GENERALE

BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT

L'PNOTCHO.DOC

Affaire suivie par M. TALAU  
☎ 03.87.34.88.97 - JT/CM



Monsieur B. CHOPPIN de JANVRY  
Directeur Général de la Société  
NITRO-BICKFORD  
21, rue Vernet  
75008 PARIS

METZ, le 19 9 JUIN 1998

Monsieur le Directeur Général,

Je vous notifie, sous ce pli, ampliation de l'arrêté préfectoral n° 98-AG/2 - 141 en date du 17 juin 1998 mettant votre société en demeure de respecter l'arrêté préfectoral du 29 mars 1993 et notamment l'article 6 imposant la révision quinquennale de l'étude des dangers du site qu'elle exploite à SAINTE-BARBE (dépôt de Cheuby).

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la notification de la présente décision.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma considération très distinguée.

LE PREFET,

**COPIE TRANSMISE POUR INFORMATION A :**

MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE  
L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE  
L'ENVIRONNEMENT  
15, rue Claude Chappe - BP 95038  
57071 METZ CEDEX 3

Pour le Préfet,  
par délégation  
Le Chef de Bureau

M.C. MERLE



Comme suite à son rapport 980607 R7 CGO  
du 4 juin 1998

METZ, le 19 9 JUIN 1998

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
par délégation  
Le Chef de Bureau

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

*Liberté Egalité Fraternité*

M.C. MERLE